

Les éditocrates conseillent François Hollande : « Devenez impopulaire ! »

Le 6 mai 2012, François Hollande est élu Président de la République française. L'enthousiasme dans la presse est quasi unanime et dès le lendemain, les prescripteurs d'opinion habituels, désormais communément appelés éditocrates, s'empressent de lui assurer leur soutien... Ou plutôt de le guider sur la voie de la repentance avec un seul leitmotiv : « surtout, Monsieur le Président, gouvernez à droite ! » Miracle d'une liberté d'opinion individuelle que personne ne songe à contester : la liberté d'opinion éditocratique se traduit par une troublante convergence.

Au lendemain de l'élection de François Hollande, les éditorialistes ont quelques conseils à donner au nouveau président. Quelques conseils, qui, sur le plan économique, vont souvent dans le même sens. À tout seigneur, tout honneur, Etienne Mougeotte donne le ton, dans *Le Figaro* : « *Ainsi le veut la démocratie* », il salue le président élu, avant de faire l'éloge de son prédécesseur, qui « *a néanmoins engagé des réformes capitales concernant l'université la recherche, la justice, les retraites, la réduction des dépenses publiques* ». Aussi, pour Hollande, « *il n'y a pas une minute à perdre pour réaffirmer la volonté de la France de respecter le pacte de stabilité européen* » et surtout pour... « **accepter les réformes de structure nécessaires** ». Au moins le directeur du *Figaro* ne cache-t-il pas (toujours) son parti pris. Évoquant une victoire de l'UMP aux élections législatives, il « *argumente* » : « *L'argument essentiel en faveur d'une nouvelle cohabitation sera évidemment d'éviter que la gauche ne détienne le monopole absolu du pouvoir et d'empêcher François Hollande d'appliquer son programme* »...

... Ou d'infléchir le sien. Dans *La Croix*, on ne dit pas autre chose : à Hollande de « *faire ses preuves* », en appliquant le programme de Dominique Quinio, l'éditorialiste maison. Il s'agit de mettre en place « *une politique économique qui sache manier rigueur et perspectives de croissance* », et de demander « *des efforts d'austérité* », naturellement « *répartis le plus équitablement possible* ». L'évocation de son prédécesseur a des airs de déjà vu – car « *la défaite de Nicolas Sarkozy, [...] est également le fruit amer des réformes qu'il a engagées, comme celle des retraites [...]. Réformes impopulaires, menés sans doute à la hussarde, mais pourtant nécessaires.* » Et pour le nouveau président, une feuille de route : « *il lui faut*

poursuivre la transformation de la France. » Et les nécessaires réformes impopulaires.

Pour Franz-Olivier Giesbert (*Le Point*, 10 mai 2012), il n'y a pas de doute, tout va bien se passer : « *François Hollande sera-t-il à la hauteur ? Il n'y a aucune raison de s'inquiéter.* » Avant d'ajouter : « *À une condition : qu'une fois au pouvoir il devienne vraiment lui-même, c'est-à-dire un social-démocrate authentique, à la scandinave, j'allais dire **intelligent**.* » Et pour faire preuve d'intelligence, que ne doit pas faire François Hollande ? « *Si François Hollande fait de sa victoire celle du secteur public contre le secteur privé et exposé, s'il applique à la lettre son programme dépensier et continue, comme ses prédécesseurs, à laisser filer les déficits en augmentant les impôts, alors, là, il n'a aucune chance de réussir : sa présidence est condamnée d'avance.* » Moralité : changez de programme !

Dans *Ouest-France*, François Régis Hutin se fend d'une double « Lettre à Monsieur le président ». À l'ancien d'abord, remercié pour son « *énergie* » et sa « *compétence* ». Et surtout pour les « **réformes essentielles [qui] ont été entreprises et réussies.** Elles porteront leurs fruits dans l'avenir. » Au nouveau, ensuite, pour émettre un vœu : « *Nous comptons sur vous pour susciter le dynamisme de tous les Français, pour stimuler leur créativité, pour éviter qu'ils ne se replient sur eux-mêmes, pour qu'ils fassent **les réformes de structures nécessaires.*** » Bien sûr, mais lesquelles ? Qu'importe ?

Dans *L'Express*, Christophe Barbier rédige lui aussi une missive au nouveau président. Il lui demande « *d'agir* ». Mais il faudra être raisonnable : « *Cependant, votre programme ne laisse pas d'inquiéter. L'État est en faillite, les spéculateurs sont en embuscade, le monde vous regarde. Il ne s'agit pas de dépenser moins, **il s'agit de dépenser beaucoup moins**, et vite. Des augmentations promises pour diverses allocations aux 60 000 postes prévus dans l'Éducation, la liste de ce qui n'est **pas raisonnable** est fort longue.* » (6 mai 2012)

L'hebdomadaire *Le Point*, qui a consacré un numéro entier à la victoire de François Hollande, l'incite à rompre avec sa gauche et à devenir rapidement impopulaire.

D'abord Claude Imbert s'inquiète : « *Il trouvera, cramponnés à ses basques, des socialistes à l'ancienne comme seule la France en produit.* » Mais très vite, il se rassure : « *Dieu merci, il bénéficiera d'une garde rapprochée, aguerrie et "moderne", des Valls, Pascal Lamy ou Jouyet... Nombre d'entre eux ont dans les gènes le réformisme deloriste ou rocardien. Européen convaincu, Hollande n'arrive pas aux affaires sans biscuits.* » (10 mai 2012)

Ensuite Pierre-Antoine Delhommis l'oriente dans la bonne direction : « *Pour réenchanter les finances publiques et les comptes extérieurs français, pour éviter, moins lyriquement mais plus sérieusement, une flambée des taux d'intérêt en France et une crise suraiguë dans la zone euro, **M. Hollande devra donc faire l'exact***

contraire de ce qu'il a laissé miroiter depuis un an et de ce que la gauche avait tenté en 1981. » Puis, le chroniqueur surenchérit : « Il devra commencer par la rigueur avant de pouvoir se montrer généreux. Ce qui veut dire qu'il devra mener d'emblée une politique économique résolument impopulaire, plus tournée vers les entreprises et la compétitivité que vers les ménages et le pouvoir d'achat. » Avant de sommer à François Hollande d'être résolument impopulaire : « Sa politique, pour réussir, ne devra pas seulement déplaire aux riches, mais aussi aux classes moyennes et aux fonctionnaires, aux retraités et aux futurs retraités, aux syndicats et à M. Mélenchon. Et à ses chers camarades du Parti socialiste. Surtout à ses chers camarades du Parti socialiste. **Devenez vite très impopulaire, M. Hollande, ce sera le signe que vous allez dans la bonne direction.** »

Ne pas refaire l'erreur de 1981, c'est-à-dire ne pas être trop à gauche, semble être le refrain entonné par le chœur des éditocrates. Dans l'éditorial du *Monde*, au lendemain de la victoire de Hollande, Erik Izraelewicz réécrit l'Histoire à sa manière : « Il lui faut néanmoins tirer les leçons des années 1980 et s'émanciper là de François Mitterrand. En engageant, en 1981, une politique de relance massive par la dépense publique, le premier président socialiste de la Ve République avait précipité la France dans une grave crise financière et conduit à la douloureuse rigueur de 1983. Pour négocier avec le reste de l'Europe, la France doit faire rapidement preuve de sa volonté et de sa capacité à réduire sa dette et ses déficits. » (7 mai 2012)

Faire vite et montrer patte blanche immédiatement, François Hollande doit rassurer ses « partenaires » européens : il devra être rigoureux ! D'ailleurs, Laurent Joffrin dans *Le Nouvel Observateur*, l'y incite explicitement : « il faudra bien rendre l'État plus efficace et moins coûteux, sauf à succomber sous le poids de la dette ; il faudra bien encourager l'entreprise, qui crée les emplois ; il faudra bien fluidifier le marché du travail, qui protège les protégés et humilie les exclus de l'emploi. Dans l'urgence, **les tabous de la gauche doivent céder** autant que les préjugés de la droite. » (6 mai 2012). Admirons la constance de Laurent Joffrin : cela fait plusieurs décennies qu'il réforme la gauche et rompt avec ses « tabous » !

Enfin, pour Éric Le Boucher, chroniqueur sur Slate.fr (7 mai 2012), « le devoir de François Hollande est de changer de modèle économique et social de la France. Si elle souffre dans la mondialisation, c'est non pas pour avoir fait trop de concessions au libéralisme, à l'Europe et à cette mondialisation, mais pour n'avoir pas su préserver son modèle en l'adaptant au monde neuf, ouvert, technologique et individualiste. » Pour étoffer cette ode au libéralisme et à l'individualisme, Éric Le Boucher dresse une liste de dix défis que devra relever le nouveau président. Parmi lesquels, on relèvera ceux-ci : « il faut réviser la protection sociale pour que son financement ne pèse plus sur le

travail » ; « opter pour une économie de l'offre qui augmente les profits » ; « être décidé et précis sur les réductions de dépenses » ; « Cette rigueur s'imposera aux dépenses de santé comme aux collectivités territoriales ». Mais rassurons-nous, Éric Le Boucher a reconnu que « le bilan de Nicolas Sarkozy est loin d'être négatif. Il devra être en partie réhabilité. Il a engagé beaucoup de réformes, il est allé parfois dans la bonne direction, il aura été un bon capitaine dans la crise. »

Rigueur, rigueur, et rigueur sont donc les seuls mots clés des programmes des « conseillers » auto-proclamés du président. Une grande partie de la presse et des commentateurs politiques l'a donc affirmé : la victoire de Hollande n'est pas une mauvaise nouvelle... surtout s'il ne gouverne pas « à gauche » et s'efforce de devenir impopulaire. Encore plus impopulaire que les éditocrates eux-mêmes ? Admirons une dernière fois ce miracle : plus elles sont individuelles, plus les opinions éditocratiques sont convergentes. Sans doute nos joyeux chiens de garde croient-ils qu'ils détiennent le monopole de la raison et qu'ils devraient exercer le pouvoir par procuration...

Mathias Reymond et Olivier Poche, le 21 mai 2012.

ACRIMED : LA CRITIQUE DES MEDIAS... EN ACTES !

Née du mouvement social de novembre-décembre 1995, Acrimed (Action-Critique-Médias) est une association qui réunit chercheurs et universitaires, journalistes et salariés des médias, acteurs et militants du mouvement social. Elle porte une critique des médias indépendante, rigoureuse et sans complaisance, prenant le mal à la racine : une critique radicale.

Pourquoi une association ? Pour mener collectivement les indispensables combats pour transformer l'ordre médiatique existant.

Pour y participer, nous soutenir, nous lire, nous contacter, vous informer sur les activités de l'association, rendez-vous sur le site :

www.acrimed.org

SI UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE, D'AUTRES MEDIAS LE SONT AUSSI. MAIS POUR QU'UN AUTRE MONDE SOIT POSSIBLE, D'AUTRES MEDIAS SONT NÉCESSAIRES.